

La personne humaine et l'Université méditerranéenne / P.
Antoine Khalifé. — Extrait de : Revue juridique de
l'USEK. — N° 4 (1995), pp. 5-14.

Notes au bas des pages.

I. Analyse de la valeur. II. Stoetzel, Jean, 1910-..... III.
Universités — Méditerranée, Région de la.

PER L1311 / FD56574P

LA PERSONNE HUMAINE ET L'UNIVERSITÉ MÉDITERRANÉENNE*

PAR

P. Antoine KHALIFÉ

Assistant Général de l'Ordre Libanais Maronite

Directeur de l'École Universitaire de Droit pour les Pays Méditerranéens

Monsieur le Président,
Messieurs les Recteurs,
Chers Collègues,
Mesdames et Messieurs,

Dans son ouvrage intitulé *«Les valeurs du temps présent: une enquête européenne»*, Jean STOETZEL écrit: «Il est bien clair que pour beaucoup d'européens la valeur centrale réside dans la personne, c'est-à-dire, dans ma personne. Ce concept et cette valeur sont peut-être en train de se diffuser à l'ensemble de la planète, entraînant avec eux des conséquences difficilement mesurables». (Éd. P.U.F., 1983, p. 292).

Cette notion de personne, que dégage STOETZEL, est fille d'une société compétitive. Elle se présente comme une notion-refuge panachée de toute une constellation de valeurs axées, dans leur ensemble, sur la promotion de la personnalité: la sécurité, le bonheur, la liberté, la réalisation de soi, la considération sociale et les loisirs. Conception égotiste, sans doute, et qui reflète une conscience claire des privilèges démocratiques acquis de haute lutte, ainsi que, en contre-partie, le développement de tout un arsenal de mécanismes de défense qu'engendre la privation de ces droits ou leur frustration.

*) Intervention du P. Antoine KHALIFÉ faite lors de l'Assemblée Plénière de la Communauté des Universités Méditerranéennes (CUM), à Naples (Italie), du 16 au 18 septembre 1994.

Mais ces acquis restent, malgré tout, fragiles et exposés à tous vents, même au sein des régimes démocratiques qui leur ont donné naissance! Dictature d'un côté, arbitraire de l'autre, fréquence de la spoliation de ces droits, maintiennent un climat constant d'inquiétude et parfois de peur qui est loin d'être propice à la paix.

Face à cette notion de personne et des valeurs intramondaines que le développement social y rattache, l'Université s'est pliée à deux cheminements.

Celui de l'isolement d'abord:

Auquel, en un premier temps, les Universités du Nord et même toutes celles de l'Europe n'ont pas été étrangères. Conçues, au départ, comme un lieu clos où se pratique l'expérience de la raison, elles ont continué, pour ainsi dire, une tradition universitaire consacrant tout à la formation théorique et à la recherche pure en faisant fi du remue-ménage où le progrès technologique, mis au service d'une production effrénée, se débattait. L'Université, elle, centrait ses efforts sur le développement d'une caractéristique essentielle de la personne, la culture rationnelle, fidèle, par là-même, à l'héritage cartésien qui réduisait la réalité de l'homme à la pensée.

Face à l'altière indifférence de ce cheminement universitaire, on percevait déjà, clairement, la naissance et le cheminement d'une autre Université que préoccupait ce qui se déroule dans son milieu.

On assistait ainsi à la naissance d'Instituts Universitaires affectés à l'Industrie et fortement subventionnés par cette dernière. Ces Instituts alimentaient directement les progrès technologiques. Ce qui n'a pas manqué de secouer une tradition universitaire bien assise et de mettre en question la fonction même de l'Université dont les maîtres commençaient à s'interroger sur leur rôle, bousculés par des mouvements contestataires nés du malaise social et de l'inadaptation des diplômés aux nouvelles structures de l'emploi qui prenaient place. L'Université elle-même, mise en question, recherche alors sa place dans la société ainsi que ses finalités pédagogiques propres et prend progressivement conscience de son rôle d'acteur social. Et suite à la flambée des sciences sociales qui remettent toutes les valeurs classiques en question, une série de refontes des programmes et même des structures universitaires sont entreprises qui traduisent l'embarras d'une Université qui a longtemps stagné et qui se trouve obligée de participer au développement économique et social. Dès lors, on verra se multiplier les Facultés de Sciences Sociales répondant aux nouveaux besoins ressentis: la compréhension de la vie des groupes, des structures sociales, de l'évolution des sociétés, de la

structure de l'emploi, du sens même du développement social et surtout des droits sociaux et de la défense de ces droits ...

Pendant ce temps-là de nombreuses Universités méditerranéennes, celles du Sud, en particulier, et parfois celles de l'Est, persistent dans leur premier cheminement, c'est-à-dire qu'elles restent attachées à une formation aux professions dites libérales, avec un enseignement marqué par ses aspects essentiellement théoriques.

Or l'Université d'aujourd'hui ne peut plus se concevoir autrement que comme acteur principal du changement social. Dans ce sens, techniquement, elle ne saurait plus se contenter d'être un milieu où les étudiants s'initient à une discipline constituée, mais un milieu où ils trouvent les moyens matériels et humains de se donner, à eux-mêmes, une formation correspondant à leurs goûts, à leurs aptitudes, à leurs aspirations et surtout à l'image qu'ils sont amenés à se faire de la vie sociale et de leur rôle dans la société. Si l'on veut que la personne puisse véritablement se développer selon ses propres inclinations et aptitudes, il faut prévoir la possibilité de changement d'orientation qu'impose la dynamique des changements technologiques. Il faudra donc que la reconversion de l'étudiant soit préparée et toujours possible.

Cette tâche est pleinement du ressort de l'Université qui, par la souplesse de ses programmes et de sa formation, évite au futur travailleur le spectre du chômage pour inaptitude ainsi que l'inquiétude et les échecs que cela entraîne.

Toutefois, l'Université, aujourd'hui, surtout dans la perspective du nouvel ordre international, ne saurait plier sa finalité à la seule préparation des hommes à leurs métiers ou à leurs professions. Elle ne saurait réduire l'être humain aux seuls besoins créés ou comblés par une société de consommation.

Pour cette première raison que la mondialisation de l'économie tend à substituer au rapport technique de transformation de la nature, en vue de la satisfaction des besoins, un rapport technique de transformation de la nature, en vue de la satisfaction des besoins, un rapport social complexe de manipulation des ressources en fonction de règles supranationales de régulation de flux. Car ce n'est plus la maîtrise de la nature qui constitue l'enjeu et l'horizon de l'activité humaine, mais celle de la socialisation, c'est-à-dire celle de la régulation des relations et des systèmes sociaux en rapide transformation.

Pour une deuxième raison fondamentale qui refuse de soumettre la personne humaine à des besoins artificiels, sous prétexte qu'elle y trouve un bonheur forgé par le matraquage et les conditionnements des mass-média. La démocratisation n'est pas loin de se muer parfois en instrument de dépersonnalisation.

Dans son éthique à Nicomaque, *ARISTOTE* affirmait déjà que «*le propre de l'homme c'est la vie spirituelle*». Ce qui signifie que la spiritualité est l'essence même de la personne porteuse des valeurs. *SOCRATE*, dans ses «*Dialogues*», et par sa maïeutique, l'avait éminemment exprimé lui qui était hanté par l'idée du Bien.

C'est, en effet, sur les rives même de la Méditerranée que le concept de personne a été perçu pour la première fois comme l'antinomie de l'individuel et du collectif et c'est à l'Est de cette rive, précisément, que la personne humaine s'est avérée marquée du sceau de la Transcendance.

Aussi retrouvons-nous, à l'origine de la «*Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen*», comme de la «*Charte des Nations-Unies*», le même esprit qui s'affirme et affirme les droits de l'homme, acquis de haute lutte au cours de son histoire. Il n'y a point là une conviction due à la seule société civile. Car la personne humaine jouit d'une dignité plénière qu'elle ne doit qu'à son origine de créature qui porte en elle-même la marque du divin. D'où sa spiritualité et la transcendance de son destin. L'Université peut-elle ignorer dans son approche globale de la personne ces dimensions métaphysiques?

Ce n'est donc point à des besoins aléatoires, relatifs à un système social qui secrète ses propres mythes, que répond la notion de personne. Dans ce concept il y a la solidarité et la communauté de destin. Et c'est seulement sur ces dimensions essentielles de la personne humaine que la paix mondiale se bâtit.

Et pour bâtir cette paix, qui ne peut donc se fonder que sur la compréhension même et le respect de la dignité de la personne, il revient aux Universités méditerranéennes de changer de cap pour sortir de l'enlisement où les ont plongées le non-engagement et l'inertie traditionnelle.

Dans un *Rapport au Club de Rome*, sur la restructuration de l'ordre international (Publié en 1976), *Jan TINBERGEN* définit le programme d'un ordre socio-économique juste, et insiste sur la mise en pratique et le respect de cinq postulats essentiels:

- 1- *L'égalité* qui reconnaît à chaque personne la même valeur, ce qui requiert l'abolition de toute discrimination.
- 2- *La liberté* qui représente une garantie pour toute personne dans la mesure où cela n'entrave pas la liberté d'autrui.
- 3- *La démocratie et la participation* comme méthode de gouvernement.
- 4- *La solidarité* qui nécessite un front uni dans la lutte pour la réalisation d'un programme social juste.
- 5- *L'inviolabilité et la protection* de l'environnement.

Ce programme a l'avantage de montrer combien l'ordre économique mondial est étroitement lié à un nouvel ordre culturel.

Doit-on compter sur l'évolution sociale, pour que se réalise ce nouvel ordre culturel proposé en vue de la paix?

Doit-on compter sur de nouvelles orientations stratégiques de l'État? Ou bien sur une nouvelle orientation des Universités en vue d'opérer le changement des mentalités requis?

Nous sommes convaincus que l'Université est le milieu privilégié où se forment et se préparent les personnes aptes à réaliser le programme d'un ordre socio-économique juste tel que présenté par *Jan TIMBERGEN*.

Mais ce changement social une fois réalisé, la personne humaine y trouvera-t-elle toute sa plénitude? Le nouvel ordre proposé, il faut le reconnaître, est sans doute susceptible de préserver les droits de l'homme inséré dans une société aux soucis égalitaires, où le formel prime l'essentiel. Mais il nous faut une conception de l'homme qui ne le réduise pas à une réalité numérique ou digitale et qui en maintienne, à la fois, les caractères différentiels ainsi que les valeurs d'émergence qu'il porte en lui.

Paul CLAUDEL a écrit: «celui qui a mordu à la terre en porte le goût toute sa vie». Sans doute, chacun d'entre nous, fait-il partie d'une société déterminée, vivant sur un territoire national délimité. Cette appartenance commune ne va certes pas sans partage identitaire qui fait que toute personne est nécessairement pareille à certaines autres. Puisqu'elle puise au même patrimoine culturel, partage, le plus souvent, la même foi, les mêmes croyances, les mêmes convictions, assume les mêmes conflits et exprime les mêmes aspirations. Tel est, à titre d'exemple, le cas d'une personne qui fait partie d'une minorité culturelle ou ethnique vivant sur un même territoire au sein d'une majorité.

Mais la personne humaine est aussi pareille à nulle autre. Non point qu'elle échappe à tous les déterminismes sociaux; mais ces déterminismes pris en compte, il reste cette conviction qui fait que j'ai la libre initiative de dire non, d'accepter ou de refuser, de mourir même pour un idéal personnel ou pour ma foi, d'être un sujet de valeurs, non pas relatives à ma civilisation propre, mais des valeurs pérennes qui font partie, pour ainsi dire, de mon ciel intelligible.

En effet, on ne saurait omettre le fait que sur la rive Est de la Méditerranée sont nés les monothéistes et particulièrement les trois religions abrahamiques: *le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam*. Or dans ce bassin méditerranéen, héritier prestigieux du message d'Abraham, culture et religion se confondent, le mot de culture étant pris dans son sens anthropologique. Tous les riverains en témoignent. Ceux du Sud et de l'Est plus particulièrement. L'homme méditerranéen ne peut échapper à cet héritage ethnique invétéré, que l'histoire, la sociologie et la politique ont institutionnalisé. Ce Bassin pluriethnique, plurilinguistique et pluriculturel a produit l'homme méditerranéen au caractère plural, ayant une expérience profonde du différent et une ouverture conviviale à son égard. Que cette ouverture soit faite d'acceptation plénière ou de tolérance concessive, elle se présente comme partie intégrante du comportement quotidien de la personne et de ses tendances altruistes.

Un sens aigu du sacré, un espace éthique considérable réservé au sentiment religieux, une foi dans des valeurs toutes descendues du ciel sur terre et pas toujours compatibles avec celles de la Charte de 1948; un refus plus ou moins mitigé des uns pour les valeurs de civilisation des autres, mais un souci profond de coexistence, voilà ce qui est marquant dans la personne méditerranéenne et qui doit être attentivement pris en compte dans toute tentative, d'où qu'elle vienne, faite en vue de concilier ces disparités individuelles et de les orienter vers la réalisation d'une paix durable.

C'est pourquoi, cette conciliation, cette pacification de la personne humaine ne peut être que le fruit d'un long travail d'éducation. On ne réduit pas les croyances, ni les attitudes acquises, par la force. Leur changement nécessite une stratégie pédagogique qui porte la personne à l'accepter de plein gré et à le promouvoir. Dans ce sens, les Universités méditerranéennes peuvent jouer un rôle de tout premier plan. Mais cela requiert l'éclatement de ces Universités et leur ouverture attentive au monde environnant.

Cette tentative a été remarquablement amorcée par une personne, éclai-

rée et dynamique, alors Recteur de l'Université de Bari, soutenue par un groupe d'universitaires, solidaires et convaincus, qui ont jeté les bases d'une ouverture méditerranéenne par la création de la C.U.M. Mais il faut davantage d'échanges techniques, scientifiques, juridiques et surtout humains. La fluidité de ces échanges, leur continuité, leur transparence sont indispensables, car c'est à travers eux que la personne fait l'apprentissage de la solidarité et développe son sens communautaire, sans mystification.

Nul n'ignore, ici, les difficultés. L'Université est d'abord une structure trop lourde, trop lestée de traditions pour s'imposer les souplesses nécessaires. En outre, la mise en œuvre des adaptations rapides souhaitées dépasse les possibilités budgétaires disponibles et souvent maigres. Mais les marges d'action demeurent particulièrement prometteuses et la C.U.M. l'a jusqu'ici parfaitement montré. Se connaître mutuellement, s'entraider scientifiquement, s'ouvrir aux autres, vivre leurs problèmes, les assister en vue d'un greffage technologique qui leur permette de s'insérer dans le développement, voilà ce que peut faire la C.U.M. pour consolider ce sentiment d'appartenance indispensable à l'épanouissement de la personne humaine et à la culture de ses tendances pacifistes.

Mais il y a plus.

La C.U.M. devrait non seulement se préoccuper d'entraide universitaire, de transfert du savoir et du savoir-faire; elle devrait, aussi, centrer son action sur la culture des droits de la personne, tous ses droits, et essentiellement sur le respect de sa dignité, par delà toutes les différences. Ce qui implique, comme l'écrit *Khamais CHAMMARI*: «la revalorisation des relations entre les peuples fondées sur la justice, la légalité internationale et la paix, actions multiformes pour la protection des droits de la personne -homme et femme- aussi bien sur les plans éthique et politique»; puis il ajoute: «non-discrimination et non-exclusion, démocratie pluraliste adaptée aux réalités locales, liberté de conscience et droits des minorités ethniques, culturelles et religieuses».

Par delà ce statut politique de la personne dont il incombe à la C.U.M. de planifier l'avènement, celle-ci devrait aussi appuyer courageusement le processus du face à face islamo-chrétien, qui reste un dialogue urgent et majeur à la réalisation de la paix dans le pourtour méditerranéen.

Le refus catégorique de la modernité, tout comme le rejet de l'occidentalisation, sous prétexte qu'elle n'a pu assurer le bonheur de l'homme, enfin le retour au fondamentalisme, ne peuvent s'expliquer que

par la peur du changement. Il s'agit d'intérioriser la foi et de ne pas réduire la religion à des slogans finalement propres à justifier le terrorisme. La peur du changement social et l'esprit doctrinal ont, de tout temps, paralysé la recherche pédagogique dans toutes les communautés closes. Or, dans son essence, la pédagogie est conviction et non pas contrainte. Et l'on se demande, ici, jusqu'à quel point la personne humaine peut se fermer sur elle-même, refuser et combattre les modes de renouveau et de changements culturels, lorsque, ce qui en parvient comble des vides décevants. On ne combat pas une culture prétendue nocive que par une autre qui soit réellement bénéfique et qui puisse assumer tous les progrès scientifiques de l'humanité.

Aussi incombe-t-il à la *C.U.M.* de promouvoir avec force, ce grand courant islamique, toujours ascendant, et qui perçoit dans sa profondeur l'Islam comme message humain s'alliant parfaitement à la science occidentale qui le complète et lui confère sa grandeur. Il existe donc une grande possibilité de façonner une personne libre, sans déchirements, aux options claires, qui accepte, de plein gré, le différent et le respecte, et qui œuvre, par réciprocité, à le promouvoir.

L'unification des personnes apparaît ainsi comme étant la voie unique d'accès à la paix, mais cette unification ne peut se fonder que sur la liberté. Toute tentative de la réaliser par la force sera tôt ou tard condamnée à l'échec. C'est donc au niveau de la réciprocité des consciences, de la considération de l'autre, comme sujet de droit et de valeurs, que se cherche et se trouve la source originelle de la paix.

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, d'ajouter ce souhait final qui concerne particulièrement notre Communauté, la *C.U.M.*

Nous avons le privilège unique d'être tous, ici réunis, des riverains de la Méditerranée que nous chantons comme berceau de nos civilisations. Or, nous affrontons, aujourd'hui, le défi de sauver ce berceau dont les eaux, sans cesse polluées, sont menacées d'une mort certaine. Nous sommes tous concernés et aucun d'entre nous ne peut esquisser ce problème crucial devant une démographie galopante et l'inconscience de ceux qui réduisent notre mer à une poubelle.

Le *P.A.M.* a lancé le Plan Bleu pour sauver notre mer, le *M.E.T.A.P.* déploie aussi d'énormes efforts dans ce but. Pourquoi la *C.U.M.* ne lancerait-elle pas, à l'échelle de la Méditerranée, une action de sensibilisation massive qui galvaniserait les Universitaires et développerait un partenariat méditerranéen pour engager la responsabilité de chacun d'entre nous face à

un patrimoine commun en péril. Ce problème vital d'environnement ne peut-il pas entraîner une solidarité riveraine où chacun d'entre nous se sentira partie prenante pour sauver l'homme méditerranéen et son écosystème? Cette question, nous l'avons soulevée en organisant en 1992, à Byblos, un Congrès sur *«Les incidences de la pollution du milieu marin méditerranéen sur le droit maritime»*. Je la pose aujourd'hui, et je la laisse à votre éminente réflexion, convaincu que la personne vaut ce que vaut son engagement. Persuadé aussi que cette opération culturelle initiée par la *C.U.M.*, sera exemplaire pour beaucoup de nations qui, de proche en proche, bâtiraient sur ce thème un partenariat planétaire indispensable à la continuité de la vie.

A plusieurs titres, la France, comme l'Italie, font beaucoup pour la protection de la Méditerranée. De nombreux centres de recherches répartis sur tout leur territoire portent sur la Méditerranée et plus particulièrement sur certaines régions méditerranéennes, mais une grande partie de ces préoccupations scientifiques concernent l'espace méditerranéen français et italien. De nombreuses Universités, surtout celles qui sont riveraines de la Méditerranée, jouent un rôle de pôle régional. Mais la coopération est le plus souvent bilatérale, et c'est tout récemment qu'elle s'est mise en place, au niveau européen, grâce à des organismes internationaux, comme le *P.N.U.E.* et l'*U.N.E.S.C.O.* Cette coopération a suscité la création d'une écothèque méditerranéenne, aujourd'hui malheureusement fermée, alors qu'elle était destinée à devenir une banque de données à utiliser pour la gestion des ressources, surtout quand le milieu naturel se trouve perturbé par l'action de l'homme.

Toute cette coopération est encore balbutiante. Il faudrait que la *C.U.M.* puisse créer un réseau d'échanges et de communication scientifique dans la perspective d'un développement intégré et durable. Les Universités méditerranéennes, ainsi que les Centres de Recherche qui leur sont rattachés, sont à même d'établir une stratégie, en vue d'une action commune pour un sauvetage et un destin communs. Les riverains de la Méditerranée n'auront pas alors oeuvré pour édifier seulement un homme méditerranéen, en harmonie avec soi et avec les autres, mais une société qui, ayant dépassé ses conflits internes, se proposera au monde comme expérience et comme modèle de la paix à construire.

Monsieur le Président,
Chers amis,

Le Pape Jean Paul II ne cesse de crier fort, très fort même, pour le res-

pect et la dignité de la Personne Humaine:

«... Que chacun considère son prochain, sans aucune exception, comme "un autre lui-même", tienne compte avant tout de son existence et de moyens qui lui sont nécessaires pour vivre dignement, et se garde d'imiter ce riche qui ne prit nul souci du pauvre Lazare.

«Base de l'égalité de tous les hommes entre eux, la dignité de la personne est aussi le fondement de la participation et de la solidarité des hommes entre eux: le dialogue et la communion s'enracinent finalement en ce que les hommes ont. La dignité personnelle est une propriété indestructible de tout être humain. Il est fondamental de noter toute la force explosive de cette affirmation qui se base sur l'unicité irremplaçable de toute personne. Il en découle que l'individu résiste de façon absolument irréductible à toute tentative d'écrasement ou d'anéantissement dans l'anonymat de la collectivité, de l'institution, de la structure, du système. La personne, dans son individualité, n'est pas un numéro, elle n'est pas un anneau dans une chaîne, ni un engrenage dans un système. L'affirmation la plus radicale et la plus exaltante de la valeur de tout être humain a été établie par le Fils de Dieu lorsqu'Il s'est incarné dans le sein d'une femme. De cela le Noël chrétien continue à nous parler...» (*Christifideles laici*, 30 Décembre 1988, *Documentation Catholique*, 1989, p. 174).

«... La conscience de la dignité humaine est devenue plus vive. D'où, en diverses régions du monde, l'effort pour instaurer un ordre politico-juridique dans lequel les droits de la personne au sein de la vie publique soient mieux protégés: opinions personnelles et de professer sa religion en privé et en public. La garantie des droits de la personne est en effet une condition indispensable pour que les citoyens, individuellement ou en groupe, puissent participer activement à la vie et à la gestion des affaires publiques».

«Dieu est la mesure de l'homme». Ce n'est qu'en référence au Dieu Créateur et Rédempteur que l'on peut aller jusqu'au bout de la revendication des droits de l'homme, car on comprend alors que ceux-ci sont toujours liés à des devoirs, l'homme n'étant pas un absolu, mais un être ordonné à Dieu. Tout ce qui est dû à l'homme comme un droit est d'abord un droit de Dieu.